



## CONFERENCE DES OING CONF/AG(2025)Décisions1

### RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Strasbourg, 8-9 avril 2025  
Réunion hybride

#### Rapport abrégé et décisions adoptées

**Veillez noter qu'il s'agit d'un résumé de l'assemblée générale ; il ne fournit pas un compte-rendu exhaustif de toutes les questions abordées.**

#### Acronymes

CdE - Conseil de l'Europe

COING - Conférence des organisations internationales non gouvernementales

OSC - organisation de la société civile

ONG - organisation non gouvernementale

FRA - Agence des droits fondamentaux

CEDH - Convention européenne des droits de l'homme

CtEDH - Cour européenne des droits de l'homme

OING-Service - Service des organisations internationales non gouvernementales (association de droit français chargée du cofinancement et de la cogestion des activités de la COING)

#### **Mardi 8 avril 2025**

#### Première session de l'Assemblée générale

1. La réunion est ouverte par Gerhard Ermischer, Président de la Conférence. Les rapporteurs de la réunion **sont nommés** : Ruth Allen, Ciaran King et Geneviève Laloy. Le [projet d'ordre du jour](#) est **adopté**.
2. Le Président fait un bref rapport oral d'activité. Il remercie les membres pour leur engagement. La COING a fourni un grand nombre de commentaires consolidés sur des projets de recommandations du Conseil de l'Europe (CdE), souvent dans des délais très courts fixés par le CoE. La discussion d'aujourd'hui portera principalement sur la guerre d'agression en Ukraine, la restriction de l'espace civique dans de nombreux pays et l'impact direct que cela a sur la limitation du travail et des libertés des organisations de la société civile (OSC).
3. La Conférence entend ensuite un exposé de l'Ambassadeur d'Ukraine, qui manifeste son soutien au projet de recommandation de la COING adressée au Conseil de l'Europe et à ses États membres sur la guerre d'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Il indique que les préparatifs en vue du Tribunal spécial seront probablement finalisés en mai 2025, mais que les modalités pour la présentation officielle n'ont pas

encore été arrêtées. La création du registre des dommages a pour sa part été finalisée et la prochaine étape consiste à établir la Commission d'indemnisation, qui sera accomplie encore cette année.

4. La situation en Ukraine fait l'objet d'un témoignage émouvant de Maksym Butkevych, défenseur des droits humains, cofondateur de l'ONG "ZMINA", journaliste et membre des forces armées ukrainiennes. Il a été capturé illégalement par la Fédération de Russie alors qu'il servait dans les forces armées ukrainiennes et a été récemment libéré.

Lyudmyla Husieinova, directrice de l'ONG "Numo, Sisters", défenseure des droits humains et détenue civile illégalement par la Fédération de Russie jusqu'à récemment, a ensuite témoigné de la situation des femmes dans les prisons russes.

5. Le président de la COING rappelle aux membres l'importance vitale pour la société civile de travailler de concert pour se protéger mutuellement dans toute l'Europe.
6. L'examen d'un projet de recommandation au Conseil de l'Europe sur la guerre d'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine **est reporté à mercredi**. Le Président demande aux membres d'envoyer leurs commentaires par courrier électronique avant mercredi matin.
7. Espace civique et coopération avec l'UE : Le président note que si la Cour européenne des droits de l'homme (CtEDH) du CdE est le principal mécanisme de reconnaissance des violations des droits humains en Europe, les mécanismes de mise en œuvre et d'application sont plus faibles que ceux disponibles au sein de l'Union européenne. Le rapprochement de ces organes pourrait être bénéfique.
8. Waltraud Heller, de l'Agence des droits fondamentaux (FRA), donne une présentation sur l'impact pratique de la situation politique et économique générale actuelle sur les OSC et les militants des droits humains. Elle aborde les stratégies de soutien aux OSC (les 5 R) : Reconnaissance et sensibilisation ; Réglementation ; Ressources ; Représentation ; Résilience et protection. La COING discute de la nécessité d'une coopération accrue entre elle et les OSC à Bruxelles et dans l'Union européenne.
9. M. Christian Moos, Comité économique et social européen (groupe des organisations de la société civile), s'adresse à la conférence en évoquant les nouvelles politiques et lois qui risquent d'isoler les OSC. M. Moos évoque la nécessité d'une coopération et d'une collaboration plus étroites entre les OSC du CdE et de l'UE, ainsi que la nécessité de s'adapter à l'évolution des circonstances, en particulier à la lumière de la montée de l'extrême droite.
10. Le Président annonce qu'en réponse à la situation actuelle des OSC, la Commission permanente de la COING a décidé d'organiser une grande réunion en ligne en juin 2025 afin d'établir des liens avec un réseau plus large d'OING (y compris n'ayant pas le statut participatif avec le CdE) et de FRA ainsi que des personnalités importantes du CdE pour participer et discuter plus largement de ces questions. Il note également que la Commission européenne mène actuellement deux consultations importantes : i) [la consultation publique sur le bouclier démocratique européen](#) ; ii) [le cadre financier pluriannuel](#) (budget de l'UE sur 7 ans). Les OSC sont invitées à y contribuer.
11. Stratégie de la Conférence des OING sur l'espace civique et discussion d'un projet de recommandation au Conseil de l'Europe sur la contraction de l'espace civique et les développements politiques actuels : en raison du temps limité, une décision à ce sujet **est reportée à mercredi** et les membres sont invités à envoyer leurs commentaires par écrit avant mercredi matin.

12. La Conférence prend note d'un rapport de Jeremy McBride, président du [Conseil d'experts sur le droit des ONG](#) de la Conférence des OING. Il fait part de préoccupations importantes concernant l'espace de plus en plus limité dont disposent les OSC : un certain nombre de violations de l'article 11 de la CEDH ont été portées devant la Cour européenne des droits de l'homme et ce en lien avec divers contextes, ce qui indique que de nombreux États ne respectent pas ces droits fondamentaux. Il indique que le Conseil d'experts avait rafraîchi son site web. Il souligne que le CdE a adopté une nouvelle convention pour la protection des avocats qui sera ouverte à la signature en mai 2025 et qui sera dotée de son propre mécanisme de suivi. Par ailleurs, les travaux relatifs à une nouvelle Recommandation du Comité des Ministres sur le statut juridique des ONG en Europe (mettant à jour la [Recommandation \(2007\)14](#)) devraient être finalisés d'ici la fin de l'année 2025, avec un processus de consultation en juillet et août 2025.
13. La Conférence assiste à une présentation d'Agnes Von Maravic, cheffe de la division des droits de l'enfant du Conseil de l'Europe, sur la stratégie des droits de l'enfant du Conseil de l'Europe jusqu'en 2027. Elle passe en revue les priorités pour la prochaine phase de travail, y compris l'IA et le développement d'un outil d'évaluation de l'impact sur les enfants; l'éducation sexuelle et l'égalité des sexes ; les questions LGBTQI+ ; la justice adaptée aux enfants ; les droits des enfants à la participation aux décisions concernant la santé ; et la situation des enfants d'Ukraine. En ce qui concerne la justice adaptée aux enfants, deux projets de recommandations attendent d'être adoptés par le Comité des ministres - sur l'intérêt supérieur dans la séparation parentale et sur l'intérêt supérieur dans les procédures de prise en charge, respectivement - et la COING s'y est fortement impliquée.
14. Une présentation et un échange de vues ont lieu avec Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Ses principales priorités restent la paix en Ukraine, y compris l'inclusion des femmes ukrainiennes, les réponses à la migration et les droits des migrants, le travail avec les personnes les plus oubliées et marginalisées, en particulier les communautés roms. Le premier rapport thématique sur l'autonomisation des femmes roms est attendu cette année. Il fait part de ses inquiétudes quant à la diffusion de lois oppressives sur le "financement étranger" et à la répression excessive des manifestations. Il s'inquiète en particulier du ciblage des militants LGBTQI+. Un échange de vues avec les membres s'ensuit.
15. L'ambassadeur Francesca Camilleri Vettiger, représentante permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe, présente les priorités de la prochaine présidence maltaise. Les questions clés, en plus de l'environnement politique très difficile, comprennent un accent sur les droits de l'enfant, y compris le 15<sup>ème</sup> anniversaire de la convention de Lanzarote ; la violence contre les femmes et d'autres formes de discrimination et les droits LGBTQI+ ; l'autonomisation des jeunes et le plan d'action du Conseil de l'Europe sur l'Ukraine. Un échange de vues avec les membres s'en suit.
16. La Commission sur les questions de migration présente son [communiqué relatif à une mission d'enquête en Pologne](#) entre le 10 et le 14 février 2025. Un [communiqué sur la sécurité intérieure et la gestion des frontières dans le contexte des migrations : Le respect des droits de l'homme est essentiel](#) est ensuite discuté et **approuvé** par consensus par la Conférence.
17. Le Président et les autres membres de la Commission permanente présentent le [rapport sur la visite officielle de la COING en Macédoine du Nord](#) (version française en cours) du 4 au 6 novembre 2024, avec la participation d'Uranija Pirovska, Directrice exécutive de la section de Macédoine du Nord du Comité d'Helsinki pour les droits de l'homme, qui explique la situation des organisations de la société civile (OSC) dans le pays. M. Nazim Rechi, adjoint de la représentante permanente de la Macédoine du Nord auprès du Conseil de l'Europe, commente le rapport et informe les participants d'une série de changements intervenus après la visite. Après un échange de vues entre les membres, le rapport est **approuvé** par la Conférence.

18. Des membres d'organisations de la société civile en Géorgie présentent un exposé sur la détérioration rapide de la situation en matière de liberté d'association et d'expression, de financement étranger, de démocratie et d'État de droit dans le pays. Un échange de vues avec les membres s'en suit, au cours duquel la COING exprime sa profonde inquiétude et sa solidarité avec les collègues et la société civile face à l'aggravation des problèmes, notamment les campagnes de diffamation, les brutalités policières et les détentions arbitraires. La COING continuera à soutenir la société civile en Géorgie et à faire preuve de solidarité à son égard.

### **Mercredi 9 avril 2025**

#### **Troisième session de l'Assemblée générale (ouverte uniquement aux membres de la COING)**

19. Le projet de recommandation au Conseil de l'Europe sur la guerre d'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et le projet de recommandation au Conseil de l'Europe sur la contraction de l'espace civique et les développements politiques actuels sont tous deux ramenés pour discussion et décision.
20. [Recommandation au Conseil de l'Europe sur la guerre d'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine](#) : la Conférence examine le projet. Des amendements ont été apportés au texte qui est ensuite **adopté** par consensus. Le Président de la COING informera à présent la Représentation permanente de l'Ukraine auprès du Conseil de l'Europe (RP) et le texte sera envoyé à tous les RP du Conseil de l'Europe, aux autres organes du Conseil de l'Europe et aux États membres ayant le statut d'observateur.
21. [Recommandation au Conseil de l'Europe sur la contraction de l'espace civique et les développements politiques actuels](#) : la Conférence examine le projet. Des amendements sont apportés au texte qui est ensuite **adopté** par consensus. Le président de la COING en informe toutes les représentations permanentes auprès du CdE, les autres organes du CdE et les États membres observateurs.
22. Une proposition détaillée pour la création d'une [nouvelle Commission pour l'Année Internationale du Volontariat 2026](#) est présentée. Cette commission profitera du fait que 2026 sera l'année du volontariat et marquera également le 50<sup>ème</sup> anniversaire de la création de la COING. La Conférence vote à l'unanimité (en personne et en ligne) en faveur de la création de la commission. Rita Marques (Centre for European Volunteering - CEV) et Carmen Moreno (Volonteuropa) sont élues à l'unanimité coprésidentes de la commission.
23. La Taskforce sur la veille à l'égard de l'espace civique rend compte de ses travaux et des discussions entre les délégués des OING et avec les partenaires extérieurs. À la lumière de ces éléments, elle formule les propositions suivantes :
- organiser, au sein de la Taskforce et dans le contexte des futures assemblées générales, un échange informel régulier ouvert à un plus large éventail d'OSC, d'institutions et d'organisations partenaires afin d'échanger sur des questions spécifiques liées à l'espace civique ;
  - de créer un groupe de travail *ad hoc*, avec la participation de la Taskforce, pour travailler sur les moyens pour la COING de contribuer à la mise en place du mécanisme d'alerte préconisé dans la recommandation adoptée sur l'espace civique ; un premier rapport intermédiaire pourrait être présenté lors de la session d'octobre du COING.
- Ces deux propositions ont été **approuvées** par consensus.

24. La coordinatrice de la stratégie jeunesse de la COING, Ece Ciftci, présente les activités et initiatives futures visant à accroître l'implication des jeunes dans la mission de la COING. L'assemblée a mis en lumière des projets de jeunesse réussis, a partagé des idées sur les engagements précédents et a souligné les priorités à venir pour renforcer la participation des jeunes dans la société civile. Au cours de l'Assemblée générale, une table ronde s'est tenue le 7 avril sur "la stratégie de la jeunesse et la session de réflexion sur les besoins et l'autonomisation des voix des organisations de jeunesse par la coopération" et une session le 8 avril sur "l'alphabétisation pour l'inclusion : Se souvenir du passé, façonner l'avenir". Cette session a souligné l'importance de l'alphabétisation historique pour comprendre la discrimination, en se concentrant sur l'impact de l'Holocauste sur les communautés marginalisées, y compris les Roms et les personnes LGBTQI+. Un bref rapport sur les actions et les priorités futures de la stratégie pour la jeunesse est disponible [ici](#).
25. La Commission pour le dialogue interreligieux et interconvictionnel annonce le lancement de sa nouvelle [plate-forme](#) Internet, avec le soutien d'OING-service : elle contribuera à la visibilité des travaux de la Commission et à l'ouverture à un public plus large de délégués intéressés et concernés par le sujet. Cela fait partie de la stratégie visant à renouveler l'initiative de l'Assemblée Parlementaire pour une plateforme permanente pour le dialogue interreligieux. Le prochain webinaire de la commission se tiendra le mardi 15 avril à 18 heures sur le thème : Jeunes artisans de la Paix / Youth for peace initiatives.
26. La Commission pour la Charte sociale européenne et ses mécanismes de suivi présente une proposition de projet de déclaration sur la stratégie de lutte contre la pauvreté annoncée par l'UE. Après un échange de vues, la [déclaration finale](#) est retenue et **approuvée** par consensus.
27. Une déclaration appelant à la libération immédiate d'Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul, et au retour du respect des droits humains et de l'Etat de droit en Türkiye, est proposée par la European Young Bar Association et la LICRA. Les deux textes sont fusionnés et la [déclaration commune](#), avec quelques changements mineurs, est endossée et **approuvée** par consensus.
28. Un [projet de recommandation](#) sur la lutte contre les préjugés sexistes et la promotion des droits des femmes dans le domaine de l'intelligence et des sciences artificielles est proposé à la conférence. Après un débat entre les membres, **le Président indique que des commentaires supplémentaires seraient les bienvenus d'ici le 24 avril** [\(note\)](#)<sup>1</sup> **afin d'apporter des améliorations. La déclaration finalisée, approuvée par cette procédure écrite, sera ensuite envoyée aux organes concernés du CdE.**

## Rapports des commissions

29. La [Commission sur les ONG en tant que défenseurs de l'égalité des genres et des droits des femmes](#) expose un [rapport](#). Les membres de la commission présentent les priorités actuelles, évoquant la persistance du sexisme dans les échanges quotidiens, l'importance du féminisme aujourd'hui et les limites actuelles aux opportunités professionnelles des femmes. La commission demande à toutes les commissions de s'assurer qu'elles couvrent la dimension du genre, les droits des femmes et les questions de discrimination qui y sont

---

<sup>1</sup> NOTE : les commentaires doivent être envoyés à Anne Negre (anne.negre[M\*]orange.fr), avec copie à :

- Pil Maria Saugmann (pilmaria.saugmann[M\*]eurodoc.net)
- Gerhard Ermischer (gerhard.ermischer[M\*]coe.int)
- Geneviève Laloy (genevieve.laloy[M\*]conf-ingo.eu)
- Piotr Sadowski (piotr.sadowski[M\*]conf-ingo.eu)
- Ruth Allen (ruth.allen[M\*]conf-ingo.eu)
- Ciaran King (ciaran.king[M\*]conf-ingo.eu)

\* Remplacer [M\*] par "@".

liées et de s'adresser à la commission en cas de besoin. La commission organise deux webinaires : l'un sur "l'engagement des hommes et des garçons dans l'égalité entre les femmes et les hommes : une nouvelle perspective", qui aura lieu le 26 mai 2025, et l'autre sur "les femmes sur le lieu de travail - évaluer les pratiques discriminatoires et identifier des solutions" ([lien pour l'inscription](#)).

30. La [Commission du sport et des droits humains](#) - L'accès de tous au sport est un droit fondamental, donne une [présentation](#) à la lumière de son [rapport d'activité](#). Son travail vise à promouvoir l'éthique et les pratiques inclusives dans le sport, y compris la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe et d'autres formes de discrimination. Leurs projets comprennent la promotion des bonnes pratiques, la rédaction d'une charte des jeunes sportifs européens et l'élaboration d'une recommandation sur le sport inclusif et éthique. Une visite d'étude a été organisée aux Pays-Bas afin d'explorer leur succès en matière de prouesses sportives. La commission du sport et des droits de l'homme collabore avec le comité consultatif de l'accord partiel élargi sur le sport. La commission souhaite collaborer avec la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias de l'Assemblée parlementaire suite à sa participation à la conférence organisée à Athènes les 4 et 5 novembre 2024 sur le thème "Promouvoir la sécurité, l'intégrité, l'égalité et l'inclusion dans le sport", au cours de laquelle un représentant de la commission du sport et des droits de l'homme de CINGO a pu s'exprimer sur l'élaboration de la Charte des jeunes sportifs européens.
31. Le [Comité de la société civile sur les droits de l'enfant en Europe](#) - Protéger et promouvoir le bien-être des enfants de tous âges (voir aussi le [rapport](#) semestriel en ligne) présente ses travaux, y compris celui mené au sein des principaux organes du CdE sur divers sujets, l'importance de la transversalité, la voix de la société civile au sein des comités directeurs et des groupes d'experts. Le travail conjoint avec la stratégie pour la jeunesse sera important au cours de la prochaine période et lors de l'Assemblée générale d'octobre.
32. Le [Comité des questions migratoires](#) - L'hébergement des migrants, un enjeu majeur pour le respect des droits de l'homme a présenté un [rapport](#) sur ses travaux. La commission a travaillé sur l'hébergement des migrants en situation de vulnérabilité et l'objectif est de rédiger une recommandation et a entrepris une enquête sur le terrain qui est en cours de rédaction. Il a également organisé plusieurs webinaires et travaille sur le fonctionnement du Pacte de l'UE et sa conformité avec les valeurs et le cadre des droits du CdE. [Les plans d'activités pour 2025-2026](#) ont été présentés à l'Assemblée générale.
33. La [Commission Territoires inclusifs, environnement et santé](#) présente [ses activités de](#) l'année écoulée et fait trois propositions d'action à court terme : i) **un appel aux ONG pour célébrer la prochaine Journée d'action contre la chaleur le 2 juin 2025**, organisée par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en adaptant les événements locaux par des actions de collaboration avec les autorités locales sur la base des pratiques exemplaires présentées par le directeur compétent de la Croix-Rouge et la ville de Rotterdam ; ii) **une proposition de résolution et une recommandation de** la Conférence des OING sur un projet de nouvelle Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal, et un projet de protocole additionnel à la Convention d'Oviedo sur la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes à l'égard du placement et du traitement involontaires dans des services de santé mentale, tous deux soumis à l'Assemblée parlementaire ; et iii) **une recommandation concernant la COP 30, qui se tiendra au Brésil en novembre 2025** sous le signe du "mutirão" (travail communautaire en tupi-guarani, une langue indigène de la communauté amazonienne) local et mondial.
34. La [commission Education pour la démocratie](#) présente son [rapport](#).
35. En ce qui concerne la [commission des droits de l'homme, Démocratie et intelligence artificielle : la société civile en action](#), des informations seront mises en ligne.

36. En parallèle à l'Assemblée Générale, OING-Service tient des élections pour la désignation de 5 membres du conseil d'administration. Henk Baars (EN-RE) est élu avec 48 voix et nommé vice-président. Wielie Elhorst (FEGCLGBT) est élue au conseil d'administration avec 46 voix. Joyce Herrent (EYBA) est élue avec 50 voix et nommée secrétaire. Thea Mohr (UER) est élue avec 45 voix et nommée trésorière. Harry Rogge (EUROGEO) est élu avec 47 voix et nommé président.
37. La prochaine Assemblée générale de la COING se tiendra du 13 au 15 octobre 2025.
38. A l'issue de la session, le président de la COING remercie tou(te)s les participant(e)s et après des observations finales, il clôt formellement la réunion.